ANARCHOSYNDICALISME !

2 EUROS N°113 /// ETE 2009 /// ISSN 1240-0009 /// CCPAP 0911 G 89086

LES TRADITIONS OPPRIMENT LES FEMMES

ACTUALITE SOCIALE :

NETTOYAGE ETHNIQUE EN PLEIN COEUR DE PARIS_ SERVICE PUBLIC : ATTAQUES, LUTTES ET PSEUDO-LUTTES_

APRES LES ELECTIONS

EUROPE : LES ABSTENTIONNISTES REMPORTENT LE SCRUTIN_ ABSTENTION (F)UTILE ET ABSTENTION DE RAISON_ IRAN : COUP D'ETAT ELECTORAL_ DE L'IRAN À LA GRÈCE : POUVOIR ASSASSIN_

ECONOMIE & SOCIETE :

TOUT VA TRÈS BIEN, MADAME LA MARQUISE_ BOYCOTTEZ LES ARTISTES HADOPIPHILES_ 10 MINUTES POUR CRAQUER 418 MILLIONS_ STOP À LA VIOLENCE POLICIÈRE_ LES TRADITIONS OPPRIMENT LES FEMMES_ C'EST QUOI, UN PEUPLE ORIGINEL ?_

ET AUSSI :

VOS NOMBREUX COURRIERS_ CENETISTEMENT VOTRE_ ESPAGNE 36 OU ESPAGNE 39 ?

C.N.T - A.I.T RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Anarchosyndicalisme !
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEMENT UN AN
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien :
20 euros ou plus

Libellez les chèques à :

CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement.

Si ce numéro est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

Si votre abonnement est à jour, ne tenez pas compte des prospectus de relance qui peuvent être inserrés automatiquement dans le journal.

Anarchosyndicalisme ! est adressé gratuitement sur demande aux prisonniers.

POUR DIFFUSER *ANARCHOSYNDICALISME !* AUTOUR DE VOUS

Vous pouvez recevoir plusieurs exemplaires pour les diffuser. Prenez contact avec le journal pour les modalités pratiques.

Les articles et des infos en ligne sur les sites /
http://cnt-ait-toulouse.fr
http://cnt-ait.info
(CNT-AIT de Paris-Nord)
http://cnt.ait.caen.free.fr/
(avec forum)

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants, salariés ou chômeurs.

Directeur : J. Pastor

AZF : De l'eau de boudin

"Al'heure ou j'écris ces lignes, 4 jours après l'explosion, la situation est toujours aussi confuse et détestable. Tandis que Jospin et Chirac vont s'offrir une messe en la cathédrale St. Etienne, il règne dans les quartiers un sentiment d'abandon total, et la rage couve. Depuis 4 jours, beaucoup d'entre nous n'ont toujours pas vu l'ombre d'un médecin, d'un secouriste. Les aides arrivent au compte goutte. L'armée patrouille comme en temps de guerre, non pour aider les gens mais pour surveiller les ruines, nous dit-on. Les flics tournent sans sortir de leurs voitures. Les gens manquent de tout, d'eau, de nourriture, de couvertures, de bâches. Les gosses ne vont plus à l'école et jouent entre les débris de verre. A 1 kilomètre d'ici, les ruines d'AZF fument toujours. Sous l'amas de béton et de ferraille demeurent encore des centaines de tonnes d'ammonitrate dont personne ne peut prévoir le devenir. Juste à côté, la SNPE dont une partie des installations a été soufflée par l'explosion, renferme des milliers de tonnes de phosgène et de matières explosives ou toxiques."

Ainsi commençait l'édito de notre numéro 70 (daté d'octobre-novembre 2001). Après avoir dénoncé le rideau de fumée entretenu par Total-Elf-Fina pour dissimuler ses responsabilités (une piste "terroriste" qui désignait, comme par hasard, un ouvrier maghrébin, mort sur les lieux et honteusement calomnié pour les besoins de la cause), neuf mois après (n°76) nous pouvions assurer que le "procès historique" qu'on nous annonçait pour calmer les esprits serait une farce : il était évident pour nous que les dirigeants de Total ne seraient pas inquiétés le moins du monde et que les hiérarques intermédiaires qui payeraient les "pots cassés" ne les payeraient pas très cher. Le procès qui s'achève maintenant confirme nos propos d'alors : tant de sang, de douleur, de larmes et de destructions se solderont par une amende ridicule pour un groupe qui fait des bénéfices immenses et par une condamnation de principe pour le directeur du site (il fallait bien en "attraper" au moins un, de hiérarque intermédiaire) !

La monstrueuse montagne industrielle AZF a accouché d'une souris juridique. C'est tout. Il aura fallu huit ans pour cela. Huit ans, le temps que la population oublie un peu. Huit ans, le temps que d'autres sites industriels, chimiques, nucléaires continuent de se dégrader et préparent ici ou là une prochaine catastrophe.

Maintenant, on connaît bien le scénario.

P.

AZF, LA GRANDE TOUR ET UN BÂTIMENT TOTALEMENT ÉVENTRÉ. PHOTO ANARCHOSYNDICALISME

Un commando en plein coeur de Paris...

Alerte ! En plein Paris, un commando de 50 néo-nazis, crânes rasés, tenue de combat, fait irruption sur le marché de la Goutte d'Or et procède à la "Libération" (c'est le terme qu'ils osent employer !) de l'espace public "occupé" indûment par des dizaines de sans-papiers et les métèques qui les soutiennent… : des femmes frappées à coup de barre, des enfants de trois ans gazés en plein visage à la lacrymo, envoyés direct à l'hôpital,… tout cela se passe sous l'œil complice des CRS qui se gardent bien d'arrêter un seul des agresseurs.

Scandaleux ! Incroyable… mais vrai. Vrai ? Oui, il suffit de remplacer le mot "néo-nazi" par le mot "cégétiste"[*1] **et les mots "marché de la Goutte d'or" par ceux de "bourse du travail".** Une fois faites ces deux modifications sémantiques minimes (puisqu'elles ne changent rien au fond de l'affaire), vous avez une description exacte de ce qui s'est passé ce 24 juin 2009. Même le mot "libération" est exact : c'est celui du titre du communiqué vainqueur publié par la *"Commission administrative de la Bourse du travail de Paris : Libération de la Bourse du Travail de Paris"*. Fallait oser évoquer la Libération… pour ce qui ressemble plus à du nettoyage ethnique qu'à l'entrée des chars de la Division Leclerc dans les rues de Paris.

LES ENJEUX

Pour les politiques de droite comme de gauche ; pour les patrons comme pour les syndicats, les sans-papiers sont un enjeu important. La droite, en les maintenant dans leur condition, alimente le discours nationaliste et renforce celui sur *"l'identité nationale"*, base de ses performances électorales ; la gauche (qui les a aussi maintenus dans cette condition) se donne une apparence humaniste en les soutenant du bout des lèvres quand cela semble électoralement payant. Les patrons les exploitent à mort, les syndicats y voient une masse de manœuvre à s'approprier (et, à travers eux, tous les salariés issus de l'immigration). On comprendra que personne (en dehors des principaux intéressés) n'ait intérêt à trouver une solution.

Dans ce contexte, il y a un véritable pacte Sarkozo-cégétiste : pendant qu'Hortefeux expulse, la CGT dispose d'un quasi-monopole, accordé Sarkozy, pour les dossiers de régularisation. Ce sont le deux mors d'une même pince.

De tous les côtés, les sans-papiers sont donc appelés à la soumission : les patrons ont les mains libres pour les licencier à la moindre protestation, l'Etat pour les terroriser à petit feu par les rafles, la CGT pour les encarter moyennant des promesses réalisées au compte-gouttes. *"Tous ensemble, tous ensemble"*, quand il s'agit de contrôler les sans-papiers et d'éviter la révolte des damnés de la terre, ils sont vraiment *"tous ensemble"*!

Dans ce mécanisme bien huilé, il y avait à Paris un gros grain de sable : la Coordination Sans Papiers 75 (CSP 75), qui, pour se faire entendre du pouvoir et dénoncer le monopole cégétiste occupait l'annexe Varlin de la Bourse du travail depuis le 2 mai 2008.

C'est cette opposition que la CGT, avec la complicité unanime des autres syndicats, de la Mairie de Paris et du gouvernement, a cherché à abattre en organisant une ratonnade.

LA COUPABLE

Courageuse quand il s'agit d'envoyer un Kommando aux méthodes fascistes frapper des femmes et des enfants, la CGT l'est moins quand il s'agit de s'expliquer.

"Nous n'avons pas été avisés" tente de faire croire, sans rire, la direction nationale cégétiste. D'après elle, la décision aurait été prise au niveau départemental, sans que la tête cégétiste nationale soit informée. Il faudrait vraiment mal connaître la CGT, dont le fonctionnement stalinien est une caractéristique forte, pour accepter un tel bobard : rien de la moindre importance ne se décide à la CGT sans que la hiérarchie n'en soit informée. La technique de défense

utilisée aujourd'hui n'est pas franchement nouvelle. C'est celle du *"mur du silence"*, comme au plus beau temps du goulag (quand les cégétistes n'en parlaient pas, puisqu'ils n'avaient pas été informés non plus).

Si vraiment *"ils ne savaient pas"*, maintenant qu'ils savent, qu'est-ce qu'ils attendent pour dire ce qu'ils en pensent ?

Le silence pesant de Bernard Thibault et de toute la hiérarchie est l'aveux le plus explicite qui soit. On peut en conclure que non seulement "ils savaient", mais que c'est probablement eux qui ont décidé. C'est donc la CGT dans son ensemble qui porte la responsabilité de cette exaction.

LES COMPLICES

La Bourse du travail de Paris appartient à la Mairie. Elle est gérée par une commission administrative composée des organisations syndicales suivantes : CFDT, CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, UNSA, Solidaires (SUD). Toutes ces organisations ne contestent pas avoir donné leur accord au matraquage et gazage des sans-papiers, sauf une : SUD qui dit… ne pas avoir été avisé (curieux, tous ces gens qu'on aurait "oubliés"…), et qui vendredi 26 juin 2009, s'est même fendu d'un communiqué prétendant que :

"Cette expulsion n'a pas été décidée par la Commission Administrative de la Bourse dont fait partie Solidaires Paris." Ah !, bon ? Mais alors pourquoi, le 5 février 2009, SUD, participant à la Séance plénière de la dite Commission administrative a-t-il adopté, avec l'ensemble des complices, un communiqué dénonçant *"Cette occupation, [qui] empêche le fonctionnement normal des syndicats parisiens : CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, Solidaires qui ne peuvent plus accéder aux salles de réunions et aux services de ce bâtiment"* et se concluant par la menace très claire : *"Dans ce contexte, l'outil Bourse du Travail doit redevenir disponible pour les salariés afin qu'ils puissent se défendre, avec leurs syndicats, contre tous les mauvais coups."*. Et pour "redevenir" l'outil disponible des syndicats, la Bourse n'avait besoin que d'un bon nettoyage au Karcher. C'était écrit depuis le 5 février, date à laquelle l'opération militaire contre les sans-papiers était manifestement en route.*2

LES HYPOCRITES

Sud mal à l'aise s'en sort en mentant, d'autres en tentant un double jeu. Ainsi, les "élus Verts de Paris" dénoncent une *"violence injustifiable"* et le "Nouveau parti anticapitaliste" (le fameux NPA de Besançenot), *"des méthodes brutales"*. Mais, on ne peut pas dire qu'ils en tirent les conclusions qui s'imposent : les Verts restent dans la majorité de la mairie de Paris, laquelle n'a pas nié avoir prêté main forte aux nervis,… Bref, c'est une protestation toute platonique, pour la façade. Comme celle de Besançenot : ses militants sont pratiquement tous adhérents à la CGT, à SUD, ou à une des autres organisations complices. On n'a pas entendu qu'ils aient massivement déchiré leur carte… Les trotskistes disent une chose (dénoncer des méthodes brutales) tout en… participant à fond aux organisations qui commettent ce qu'ils viennent de dénoncer… Ça s'appelle de la politique. C'est pas franchement ni anticapitaliste ni nouveau…

La remarque précédente vaut aussi pour certains libertaires : ceux d'Alternative libertaire, de la F.A. ou autres groupes sont généralement encartés dans un des syndicats mentionnés ci-dessus ? Ça ne les gêne pas non plus ? Ils ne voient pas le lien ? Il faut qu'on leur explique davantage ?

Elle vaudra aussi pour les organisations qui prétendent soutenir les sans-papiers et co-signeront des textes avec la CGT. Maintenant, elles savent !

Enfin, l'hypocrisie finale revient à l'Etat, ce fameux Etat de Droit que tous nous intiment de respecter. Figurez-vous que sur le plan du Droit justement s'il y a une chose qui est bien interdite, c'est de se faire justice soi-même, de faire sa police soi-même. L'opération Kommando de la CGT et des syndicats était donc parfaitement illégale. Elle tombe sous le coup d'une foultitude d'articles du Code pénal tous plus graves les uns que les autres (allant du droit commun comme des coups et blessures sur mineur de moins de 15 ans, à la violence en réunion et même à la constitution de fait d'une bande armée…). Or, tout ceci s'est passé sous les yeux de dizaines d'officiers de police judiciaire qui n'ont rien vu, rien constaté. Aucun Procureur de la République non plus ne s'est saisi de l'affaire pourtant devenue de notoriété publique (ce qui leur permet de s'en saisir, sans même qu'une plainte soit déposée)*3.

S'il fallait une illustration qu'il y a bien une alliance objective entre la CGT, les autres syndicats et le pouvoir sarkozyste, cette cécité juridico-policière en offre une magnifique illustration.

M.

_1.- Comparaison excessive ? Après tout, si la CGT et ses complices se donnent le droit de se comparer à la "Libération" (avec une majuscule) pour se vanter de ce qui n'est qu'une misérable réaction de propriétaire, nous avons pour le moins tout autant le droit de dire que leurs méthodes sont celles employées par les SA et les miliciens fascistes italiens dans les années 30. _2.- Oui, le communiqué est écrit dans la langue de bois habituelle des syndicats. Si, pour un profane cela peut ne pas sauter aux yeux, tout militant avec un peu d'expérience (et à SUD, il y en a qui en ont une de longue, dans les grandes centrales…) comprend tout de suite ce qui va se passer. _3.- Les personnes incriminées après les événements de Strasbourg et de nombreuses autres manifestations en ont fait beaucoup moins (aucune violence sur des enfants en bas âge ou des femmes ne leur est reprochée) et n'ont pas bénéficié d'une telle clémence.

HISTORIQUE : ELECTIONS EUROPEENNES

LES ABSTENTIONNISTES REMPORTENT LE SCRUTIN !

Dans une dictature, il faut 90 % des voix. Dans une démocratie 10 % suffisent

Les dernières élections européennes, viennent de s'achever. Vingt-sept pays ont participé à ce petit jeu électoral. Le nombre d'électeurs inscrits dans ces 27 pays est de 375 millions, celui des européens de plus de 18 ans de 410 millions. Une majorité écrasante a choisi de s'abstenir : 213,4 millions des électeurs ne se sont pas rendus aux urnes, soit 59,35%. Il y a donc eu au premier (et seul tour) une majorité absolue et écrasante d'abstentionnistes. Les votants n'ont été que 161,6 millions. Encore, faut-il prendre en compte que ce chiffre est artificiellement gonflé car, dans certain pays comme la Belgique, le vote est obligatoire : il n'y a même pas la liberté "démocratique" minimale, celle de s'abstenir. Malgré cela, dans les pays à obligation de vote, le taux d'abstentionniste a été loin d'être nul (10 % des Belges ont violé la loi en cette circonstance pour avoir le plaisir de s'abstenir). A tous ces chiffres sur l'abstention il faut ajouter les 40 millions de personnes qui ont tout simplement choisi de ne pas être inscrites sur les listes électorales.

En France, dimanche 7 juin, sur 44,3 millions d'électeurs inscrits, 26,3 millions se sont abstenus. Ceux qui sont aller voter sont une minorité (17,2 millions) et, encore, parmi eux, 781 480 y sont allés purement pour la forme en votant blanc ou nul (soit 1,76 %). Tout cela, soit dit en passant, réduit singulièrement le score réellement exprimé de tous ceux qui pavoisaient le soir de ce dimanche d'élection. Il suffit de rapporter les "scores" à l'ensemble de la population française de plus de 18 ans. Les chiffres parlent alors d'eux-mêmes : l'UMP ne recueille les votes que 9,7% des "citoyens", le PS de 5,76 %, Europe Écologie n'en reçoit que 5,69 %, le FN et le Front de gauche dépassent à peine 2 % (respectivement2,2 et 2.1 %). Même si on ne rapporte ces taux qu'aux inscrits, les résultats restent plus que modestes : UMP : 10,8 %, PS : 6,41 %, Europe Écologie : 6,33 %, MoDem : 3,29 %, FN : 2,47 %, Front de Gauche : 2,35 %, NPA : 1,9 %.

Une majorité absolue d'abstentionnistes, cela devrait invalider totalement une élection. Bien sûr il n'en est rien. Pas plus que d'avoir voter (pour une majorité de participants) "non" au référendum européen : le "non" l'avait emporté ? Qu'à cela ne tienne, il est contourné et le texte rejeté est appliqué pratiquement tel quel. C'est ça, la démocratie électorale. C'est ça qui permet à des politicards représentant (ayant reçu un chèque en blanc serait l'expression exacte) seulement 30 % de la population française de plus de dix huit ans de siéger au parlement européen en prétendant y représenter tout le monde.

Tout ça en nous expliquant que, dans une "démocratie" dite représentative, où le peuple est dit souverain, l'Etat tire sa légitimité de la délégation via les élections de cette souveraineté par une majorité des citoyens. Si dans le cas présent les nouveaux députés ont bien été choisis par la majorité des votants, on peut dire que leur candidature a été rejetée par une très forte majorité de la population.

Le paradoxe électoral, c'est que, dans les républiques dites bananières, les dictateurs sont "élus" par des 90 % des électeurs, dans les "démocraties à la française", les dirigeants peuvent très bien ne l'être que par 10% de la population en âge de voter ; mais dans les deux cas, les heureux élus n'en font qu'à leur tête et se considèrent légitimes !

Calculix

ABSTENTIONNISTES (F)UTILES & ABSTENTIONNISTES DE RAISON

Les élections européennes n'étaient sans doute pas celles qui étaient susceptibles de créer le plus d'engouement. Mais, la mise en scène électorale est toujours l'occasion de se pencher sur le sujet. En 2005, le résultat du référendum sur la constitution européenne, majoritaire dans l'opinion publique, avait pourtant été clair : leurs promesses, leurs projets n'étaient pas les bienvenus. Mais, ce message, qui fut démocratiquement obtenu selon les règles mêmes de la politique bourgeoise, n'était pas conforme à l'attente des mafias au pouvoir. Le résultat fût, dès lors, purement et simplement ignoré puis contourné en ce qui fût appelé un mini-traité. Le message de l'Etat était très clair : *"Contentez-vous d'aller voter, et de voter comme on vous le suggère"*, sinon, on fera comme si vous n'aviez pas voté.

Ce 7 juin 2009, il aurait donc fallu, une fois de plus, s'enthousiasmer pour un super-état européen que nous n'avons ni demandé, ni voulu. Comme on ne pouvait pas convaincre l'électeur du bien-fondé du passage en force précédent, et pour faire oublier cet affront, une opportune agitation électorale a tenté de nous faire voir sens et intérêt à une logique qui nous méprise.

Il suffisait, donc - ce n'est vraiment pas original - d'aller voter... et, peu importe pour qui !... ceci, afin d'entretenir l'illusion politique d'un système démocratique.

Le naufrage des illusions est, maintenant, consommé pour beaucoup d'entre-nous, banlieusards ou pas. Le constat est simple : soit les élus sont impuissants ou incompétents, et souvent les deux à la fois, soit ils sont complices et corrompus, et, les quatre ensemble ne sont pas chose rare non plus. Alors, je ne fais pas confiance à ces imposteurs qui veulent nous faire supporter un système capitaliste dont nous n'avons rien à attendre. Pour toutes ces raisons, j'ai décidé de m'abstenir. Les médias ont saturé tous les canaux médiatiques de propagande électoraliste, et, c'est pourtant le taux d'abstention qui donner son caractère d'événement à un rite qui n'est même plus apte à entretenir l'illusion. Mais, regarder le taux d'abstention, et s'en réjouir n'est pas suffisant. Ce qui importe ce sont les raisons qui ont conduit à cet état de fait. D'autre part, un événement mérite toujours d'être analysé pour ses conséquences, parfois, inattendues, bien sûr, mais aussi, et surtout, pour ses causes...

Comme 60 % des inscrits, je n'ai donc pas participé à cette nouvelle mascarade électorale. Ce taux reflète bien un désintérêt croissant de la population pour la politique, et chaque non-votant l'expliquerait, sans doute, à sa manière. Pour ma part, j'y distingue, principalement, deux catégories d'abstentionnistes.

La première regroupe des personnes qui sont indifférentes par inculture politique et qui préfèrent aller à la pêche, à la chasse ou au foot; ou bien à toutes autres activité-loisirs bien plus profitables à leurs yeux que le non-événement électoral. Ils agissent, de ce fait, de façon tout à fait inconséquente parce qu'ils préfèrent s'occuper de leur "chacun pour soi" dans un monde ou tout se tient. Ce type d'abstentionnistes n'est pas vraiment de nature à inquiéter le pouvoir politique, même s'il préfèrerait, a priori, les voir se ruer vers les isoloirs. Cette indifférence constitue le terreau d'une versatilité tout à fait manœuvrable en temps voulu, justement du fait du manque de réflexion qu'elle implique. En somme, on peut attribuer à cette catégorie une certaine "(f)utilité politique", car ces abstentionnistes-là sont susceptibles de reprendre le chemin des urnes de façon conditionnelle et pour des motifs aussi inavouables qu'irrationnels.

La seconde catégorie regroupe ceux et celles qui ont compris que faire un choix électoral ne provoquera jamais de réel changement. Ils savent que les élections ne sont pas destinées à changer les structures politiques et économiques, ni l'ordre social établi, mais bien plutôt à les renforcer, comme le slogan, "Un capitalisme moralisé" se propose (en principe seulement) de le faire ; tout cela alors que, ce sont les structures existantes qui produisent les problèmes actuels. Ce sont ces structures qui sont à remettre en cause, car ce sont elles qui constituent le problème fondamental.

Les votants d'aujourd'hui sont les nouveaux abstentionnistes de demain !

Je m'abstiens, donc, mais en sachant pourquoi, et cette abstention est un acte politique qui signifie le refus du système qui est la base de notre société-poubelle (crise, licenciements, précarité, misère, répression, arbitraire, aliénation de l'individu, famines planétaires, mais aussi, disparition de sommes phénoménales dans les poches de banquiers, enrichissement constant des plus riches,... et cette liste tu peux la continuer sans difficultés toi-même).

Il va de soi que cette catégorie d'abstentionnistes est autrement plus gênante pour le pouvoir car elle est apte à constituer une réelle et véritable opposition, un noyau idéologiquement cohérent. Au départ j'ai pensé : "Je refuse d'accepter ce que je ne comprends pas", mais au bout du compte, ce que je refuse, c'est justement ce que je ne comprends que trop bien. C'est pourquoi je ne fais pas confiance à des menteurs (dont c'est, d'ailleurs, le rôle), je refuse. Je ne peux pas plus accepter leurs slogans et des explications simplistes qui ne résistent pas à l'analyse du bon sens. Mon abstention est, désormais, ferme et définitive pour toutes les élections à venir.

Mais parler des abstentionnistes ne doit pas nous faire oublier les votants. A mon avis, ces votants sont une vraie inconnue, au moins en partie. Ils représentent des catégories aussi diversifiées qu'on peut l'imaginer. Cela va du vote par habitude, par tradition; au vote par "conviction" en passant par la participation "citoyenne", etc. Les votants ont en commun une croyance, une confiance dans les institutions ou, du moins, un attachement à la fable de la légalité et de l'état de droit, par sentiment de culpabilité, peut-être, ou par certitude conditionnée… Une partie de cette population croit, sans doute, pouvoir peser sur les événements en passant par le scrutin et cette croyance peut s'avérer capitale si, par déception ensuite, une prise de conscience se développe et dépasse la façade des simples apparences. Car, ces gens, somme toute inquiets de l'avenir, pourraient, alors, briser leur suivisme et s'engouffrer dans un radicalisme lucide.

C'est pourquoi il ne faut pas "stigmatiser" les électeurs, mais tenter de saisir quel peut être l'état d'esprit des uns et des autres pour leur apporter les informations, les réflexions, les critiques qui leur permettront d'évoluer et de devenir à leur tour des abstentionnistes conscients et actifs.

Abdel.

COUP D'ETAT ELECTORAL

Coup d' Etat

کودتا به معنی برانداختن حکومت با استفاده از قوای نظامی کشور، تسلط بر اوضاع و روی کار آوردن حکومتی غیر مردمی می‌باشد.

L'idéologie dominante, celle du Pouvoir, nous assène que la démocratie électorale serait la plus haute expression de la souveraineté populaire. Que le Pouvoir tirerait sa légitimité de l'expression populaire.

Pourtant, les Iraniens viennent de faire éclater ce mensonge. Les élections ne sont acceptables pour le Pouvoir que quand elles vont dans ses intérêts. Le peuple peut donner sa voix tant qu'il dit ce que le Pouvoir a envie d'entendre.

Quand ce n'est plus le cas, le Pouvoir utilise tous les moyens à sa disposition, toutes les fraudes et les subterfuges, pour garder sa position dominante. En Iran, c'est un résultat proclamé à l'opposé de la réalité. En Europe en 2005, c'est des élections réorganisés jusqu'à ce que le résultat au référendum soit conforme aux attentes du Pouvoir (quant il ne fait pas passer directement ses projets sans caution électorale...).

La population iranienne, jeunes et moins jeunes, a laissé éclater sa colère devant ce mensonge flagrant du Pouvoir, qui apparaît ainsi dans sa vérité toute crue. Le Pouvoir ne tient sa légitimité que de notre soumission passive à sa dictature sur les esprits. Dire "non", se libérer de l'emprise psychologique du discours dominant, ne plus avoir peur et se révolter contre cette soumission, sont les premier pas vers une rupture émancipatrice, révolutionnaire. En ce sens, ceux des Iraniens qui se sont insurgés, et qui n'attendent rien non plus de la marionnette "d'opposition", nous montrent le chemin, celui de la rue.

CNT-AIT (Association internationale des Travailleurs)
108 rue Damrémont 75018 PARIS contact@cnt-ait.info

DE L'IRAN A LA GRECE, POUVOIR ASSASSIN !

La foule s'ouvre sur la moto du policier qui s'engouffre dans la masse vivante, le voltigeur qui conduit l'engin vrombissant est tellement habitué à brutaliser et à frapper des gens sans défense qu'il ne se méfie pas. Il ne voit pas qu'aujourd'hui la foule qu'il charge, c'est le Peuple, tout un Peuple électrisé par le mot de liberté.

En face du sbire sauvage des ayatollahs, ceux et celles qui s'écartent ne constituent ni un groupe syndical ou politique et encore moins un "service d'ordre", il y a quelques minutes encore certaines de ces personnes ne se connaissaient pas et les voilà réunies dans la solidarité de cette lutte massive. En réalité personne ne fuit, le recul amorcé est un piège qui se referme sur la brute mécanisée, des hommes et des femmes, sans autre arme que leur force morale, dressés contre la dictature réinventent spontanément les savantes tactiques des phalanges d'Alexandre le Grand contre les chars à faux de Darius. Comme dans une manoeuvre des légions romaines happant les éléphants d'Hannibal, le matraqueur est saisi par des dizaines de bras et jeté a terre.

Magnanimité et intelligence du peuple révolté, sous l'uniforme bestial il y avait un jeune homme et pendant que son engin de mort commence à brûler, les poings rageurs redeviennent et des mains secourables écartent l'ennemi vaincu du brasier et essuient son sang qui coule. Et ces faits nous parlent déjà plus que de longs discours.

Cela se passe à Téhéran et ici en France les commentateurs politiques nous disent que ce peuple héroïque n'aurait d'autre ambition que de changer de chef ; ce changement de chef étant que ce nos politologues nomment la démocratie - montrant par-là quel mépris ils en ont, puisque tout se résumerait à un changement de dictateur.

Pourtant les masses iraniennes font quotidiennement dans la rue, et précisément sans aucun chef, la démonstration des capacités du Peuple à s'auto-organiser et à lutter contre un pouvoir d'assassins. Ce mouvement qui a démarré au prétexte d'une controverse électorale a mis en branle quelque chose de beaucoup plus profond.

Un élément qui ne trompe pas, sur l'état d'esprit du peuple iranien, c'est la participation par la parole et par les actes de femmes anonymes qui expriment leur volonté de se débarrasser de la chape étouffante du pouvoir et des religieux. Je l'ai vue sur mon écran, ce 14 juin : elle n'a ni foulard ni voile. Elle a les cheveux teints en blond et un masque chirurgical pour se protéger des grenades lacrymogènes. Elle est décidée et marche au milieu de ses camarades. Qu'on la filme ne lui importe pas. Ce qui compte pour elle, en ce jour c'est de montrer la direction et d'entraîner les hommes. "A bas la dictature, vive la liberté !"

Deux jours plus tard, cette autre femme est une véritable lionne qui attaque seule, à coups de pieds une bande de policiers occupés à frapper d'autres femmes à un arrêt de bus. Agressée à son tour par les soudards, elle se réfugie au sein du petit groupe qui se reforme autour d'elle pour la protéger. Toutes restent debout sous les coups… Elles et tant d'autres ! La jeune Neda, abattue le 21 juin par un assassin aux ordres des théocrates payera de sa vie la peur qui s'empare du Pouvoir lorsque les femmes rentrent dans la lutte. Dans ce Panthéon immense des victimes innombrables et obscures de l'Etat et du Capitalisme, Neda restera dans nos mémoires unie à Alexandre, ce jeune grec assassiné cet hiver par un autre flic meurtrier.

A ce moment nos camarades d'Athènes écrivaient : "Nos vies n'appartiennent pas aux Etats et aux assassins qui les dirigent ! La mémoire des frères et des sœurs, des amis et des camarades assassinés reste vive à travers nos luttes ! Nous n'oublions pas nos frères et nos sœurs, nous ne pardonnons pas à leurs assassins.".

La lutte populaire en Iran rejoint celle de tous. Ce que nous voyons en marche n'est pas autre chose que cette immense fraternité universelle qui se lève peu a peu contre les criminels qui nous gouvernent. Elle nous réunira par-delà les frontières autour de ce qui lui donne corps et qui la fera vaincre : L'Idée que l'on peut vivre libres, ensemble et dignement, en dehors des sordides schémas imposés par l'idéologie de la domination.

SALAZAR PAS MORT

1995 : le Directeur général des prisons du Portugal, Marques Ferreira, nouveau venu dans la profession et manifestement pas "affranchi" (au sens que les truands donnent à ce mot) dénonçait les situations "illicites, de corruption et d'injustice"qu'il constatait dans les prisons. Il appelait à une "croisade de moralisation". Il en fut la première victime, obligé de démissionner début 1996.

1996 : Les prisonniers portugais victimes de corruption et d'injustice sont entassés dans des conditions inhumaines : un taux d'occupation de 247 % dans les prisons nationales, de 503 % dans des prisons régionales. La mortalité (par suicide...) est effrayante : 106 morts (pour 10 000 prisonniers) entrés pour la plupart jeunes et en bonne santé.

23 mars 1996 : A Caxias, 180 prisonniers refusent, après la promenade, de rentrer à plusieurs dans une cellule. Pour toute réponse à cette demande tout à fait légale (la loi prévoit expressément une cellule individuelle) le ministre de la "justice" Vera Jardim et le nouveau directeur général des prisons, Celso Manata leur envoient les forces anti-émeutes qui les massacrent en leur tirant dessus à bout portant à la balle de caoutchouc et en les frappant systématiquement avec la plus grande violence. Toutes les plaintes portées par les prisonniers contre leurs tourmenteurs ont été classées.

2009 ; 13 ans après les faits qui leur sont reprochés, 25 des 180 prisonniers qui avaient exigé l'application de leur droit sont poursuivis devant les tribunaux par l'Etat portugais pour rébellion !

Un comble, surtout quant on sait qu'en 2005 Celso Manata a été désigné comme membre du Conseil européen pour la prévention de la torture (à cause de sa grande "expérience" ?).

Section portugaise de l'A.I.T.

Tout va très bien, Madame la Marquise

Au tout début de la crise, Mme Lagarde, marquise de l'économie, confirmée tout récemment dans son poste ministériel certainement pour l'intelligence de ses prédictions économiques nous affirmait avec aplomb que l'économie française était à l'abri de ces turpitudes.

Bref, tel le fameux nuage de Tchernobyl, l'orage de la crise allait contourner notre beau territoire national. On sait ce qu'il en est…

Aujourd'hui, avec la même arrogance, nos dirigeants, tant économiques que politiques, tentent de nous faire croire que le gros de la crise est passé, que l'année 2009 ne sera qu'un mauvais moment, et que 2010 sera l'année du retour progressif à la normale. Ils mentent, voici pourquoi.

1 - Une "opération remboursement" psychologique

Que les banques américaines commencent à rembourser à l'Etat les sommes qui leur ont été avancées ne veut pas dire qu'elles sont tirées d'affaire. La crise des subprimes n'est pas terminée. Plus d'une vingtaine de banques ont fait faillite entre la mi-mars et aujourd'hui aux Etats-Unis. L'"Opération remboursement" a pour but : 1/ de rassurer l'opinion ; 2/ de recommencer à payer grassement les banquiers sans soulever de protestations dans l'opinion publique.

2 - Une relance du crédit sans lendemain

La hausse du chômage a rendu risqués des crédits jusqu'à présent sans risques, et la poursuite attendue de cette hausse ne va faire qu'accentuer le phénomène. Les banques dans cette situation naviguent à vue. Elles déclarent déjà ne pas vouloir pas prendre de risques, arguant du fait qu'elles ne savent pas quelle sera la situation économique dans quelques mois.

3 - Une progression persistante du chômage

La hausse du chômage est une réalité qui ne va cesser de s'accentuer. Excepté en Europe occidentale intra-communautaire, où il existe des systèmes de protection sociale (encore) relativement bien développés, les chômeurs créés par le premier choc financier de 2008 vont arriver en fin de droits, et donc grossir le rang des pauvres sans revenus. Tout ceci explique l'empressement de certains pays (dont les Etats-Unis) à se créer ou à renforcer, quand ils le peuvent, leur système de protection sociale. C'est un peu tard.

4 - Ces Etats en cessation de paiement

Enfin, la situation des Etats est catastrophique. La Californie, 5ème puissance économique mondiale à elle seule, est au bord de la cessation de paiement. Elle a essuyé un refus d'aide de la part du gouvernement fédéral, qui sait que plus d'une quarantaine d'Etats américains sont dans une situation proche ou équivalente.

Le Royaume-Uni a vu sa "note" financière dégradée deux fois. Cette "note" correspond à l'évaluation pour un agent économique (particulier, entreprise ou Etat) du risque qu'il a de se retrouver en impossibilité de rembourser.

Normalement, un Etat a la note maximale. Une dégradation de cette note, avec en plus, comme c'est le cas pour le Royaume-Uni, un avis d'évolution négatif, montre bien que divers Etats risquent fort d'être en cessation de paiement. Car l'Angleterre n'est pas le seul Etat dans cette situation.

La conséquence de ces déficits est la fin prochaine du dollars comme monnaie de référence. La Chine, le Brésil, la Russie et l'Inde ont récemment fait part de leur désir de changer de référence. Concrètement, ils font savoir qu'ils se méfient de plus en plus des bons du trésor américains. D'après certains économistes, on a frôlé la catastrophe, et il a fallu que ces quatre pays disent qu'ils n'allaient pas modifier leurs investissement "de manière spectaculaire" pour éviter un krach de plus en plus difficile à éviter.

5 - Reprise de l'inflation

Enfin pour compléter le tableau, la reprise prévue de l'inflation à des niveaux que l'on n'avait pas vu depuis plusieurs années est soigneusement préparée par les différents gouvernements. En effet, quel meilleur moyen d'éponger les dettes des riches que de fabriquer de l'argent pour les rembourser ?

Ce phénomène à l'oeuvre depuis quelques années déjà (les USA ne publient plus la quantité de dollars en circulation depuis trois ans) est aujourd'hui pleinement assumé, les déclarations des chefs de banques centrales sont relativement claires à ce niveau. Pour l'anecdote, l'emprunt lancé par EDF ces derniers jours est une vaste plaisanterie : le taux fixe de 4,5% annoncé à grand renfort de publicité sera bien évidemment englouti par l'inflation, ce qui fait que les petits épargnants crédules qui leur prêteront leur argent en perdront au lieu d'en gagner.

Ce tableau, bien qu'à contre-courant de tous les discours officiels, est la résultante d'une simple compilation de nouvelles parus dans la presse officielle bourgeoise. Mais ces informations, si elles sont disponibles, sont habillement distillés et habillés de discours verbeux : il s'agit pour le pouvoir de ne pas faire paniquer la population et de continuer à la tondre. Surtout au moment où elle va partir en vacances. En effet, si le secteur du tourisme ne limite pas la casse cet été, ce sont encore plus de chômeurs, et donc une demande encore plus faible, qui sont à craindre pour les semaines qui viennent.

Dans tous les cas, c'est à un renforcement de la crise qu'il faut se préparer et donc à un renforcement de la lutte si on veut s'en sortir.

Economix

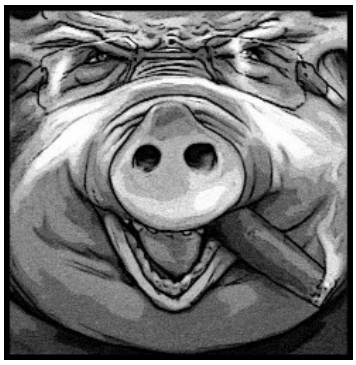
BOYCOTTEZ LES ARTISTES HADOPIPHILES

Mercredi 11 juin, le gouvernement a subi un nouveau camouflet sur la loi HADOPI : le Conseil constitutionnel a censuré une partie du texte. Pas sur des dispositifs mineurs ou sur une erreur de procédure, mais pour atteinte à la présomption d'innocence, à la liberté d'expression et à la séparation des pouvoirs. En gros, le Conseil constitutionnel a été obligé de constater que le parlement et le gouvernement avaient violé, en votant la loi HADOPI, plusieurs principes fondamentaux de la république. Rien que ça. Mais, rassurez-vous, les violeurs ne risquent rien, Marianne est bonne fille et Hadopi va reprendre sous une autre forme.

Pour ceux qui n'auraient pas suivi les débats, voici en quelques mots de quoi il en retourne. HADOPI créait une autorité administrative qui devait envoyer des mails aux "pirates" identifiés par les ayant droits, afin de les dissuader de télécharger. Au bout d'un certain nombre de mails, la ligne internet pouvait être coupée par l'autorité administrative, sans procès et surtout sans moyen immédiat de défense de la personne accusée. Une fois la ligne coupée, il fallait en plus continuer à payer son abonnement ! Le Conseil constitutionnel a censuré cette procédure, … qui va simplement être remaniée.

Outre l'aspect profondément liberticide de cette loi (même dans sa version censurée), on remarque qu'elle est faite, non pas pour protéger la culture (ni les véritables artistes), mais bien pour protéger les profits des majors (grandes entreprises pseudo-culturelles). Ces entreprises, qui ruinent la culture en nous abreuvant de Star Academy et de films tous plus niais les uns que les autres, ne comprennent pas que les gens ne veuillent plus payer pour leur servir de tout à l'égout.

Les majors hurlent à la catastrophe pour la culture (!!!) parce que les sous ne rentrent pas assez vite dans leurs caisses. Pour améliorer le sort de leurs actionnaires, ils ont donc demandé au gouvernement de leur faire une loi sur mesure qui oblige l'internaute à installer des logiciels espions sur leur ordinateur (seul moyen de prouver son innocence, et accès facile pour l'Etat à toutes vos données personnelles), et qui condamne un individu sur la seule foi des relevés d'adresse IP (c'est l'équivalent d'une adresse postale sur internet), effectués par les majors. Ces procédures, allongées par le passage devant le juge qui va certainement être voté cet été, vont en plus coûter extrêmement cher, et pour un résultat minime. En effet, en août 2008, il y avait en moyenne 450 000 films téléchargés par jours, quant à la musique, certainement beaucoup plus… Ces centaines de milliers de "dangereux délinquants" sont menacés de passer devant la justice ! C'est avec de telles lois qu'on fait monter les statistiques de la délinquance !



Que les majors défendent leur beurre et sacrifient les libertés sur l'autel de leur profit, cela ne surprend guère. Mais ce qui est plus dérangeant, c'est la cohorte d'artistes, souvent "de gauche", qui sont montés au créneau pour cette même cause. En vrac, on trouve :

Étienne Daho, Christophe Maé, Kery James, Sinik, Francis Cabrel, Patrick Bruel, Jean-Jacques Goldman, Jenifer, Stanislas, Raphaël, M Pokora, Keren Ann, Thomas Dutronc, Eddy Mitchell, Isabelle Boulay, Maxime Le Forestier, Martin Solveig, Marc Lavoine, Calogero, Gérard Darmon, Pascal Obispo, Jacob Devarrieux, Elie Seimoun, Alain Bashung, Bernard Lavilliers, Rachid Taha, Bob Sinclar, Psy4delarime, Abd Al Malik, Anis, André Manoukian, Charles Aznavour, Alain Souchon, Mademoiselle K, Soprano, Arthur H, BB Brunes, Liane Foly, Emmanuelle Seigner, Ridan, Renan Luce, Zita Swoon, Johnny Hallyday, Empyr, Kenza Farah, Shine, Camaro, Diam's, Renaud, Romane Cerda, Cali, la Grande Sophie et Michel Piccoli…

Toutes ces belles âmes prétendent vouloir sauver la culture. Pourtant, quand on voit ces noms, on se dit qu'ils n'ont pas l'air de mourir de faim à cause du piratage. Au lieu de demander des comptes à leurs patrons sur leur gestion catastrophique et leur incapacité à s'adapter aux nouvelles technologies (position minimale exigible de la part de réformistes de gauche), ils font bloc avec eux et revendiquent la diminution des libertés comme un acte positif pour la culture. Belle vision que celle-là ! La culture contre la liberté ! Les fascistes n'auraient pas mieux dit !

Contre toute cette aristocratie de privilégiés, il est temps de revendiquer la gratuité totale et absolue de la culture. Face l'attaque mercantile d'HADOPI, une réponse s'impose. Elle est simple, facile et efficace : le boycott. N'achetez plus rien de tous les "artistes" qui se sont prononcés pour la loi HADOPI. En abandonnant les artistes-épidicers à leur triste sort, vous aurez tout le temps de découvrir de véritables artistes, ceux qui ont autre chose à exprimer que leur compte en banque. Vous gagnerez en qualité. Et en plus vous ferez des économies.

Mathieu

10 mn pour craquer 418 millions

Chez nous,à la Fnac, enseigne du groupe PPR, les conflits sociaux tournent le plus souvent à la mascarade. Depuis 2007 des réformes sont en cours pour "moderniser" et "investir" pour le futur, selon, bien sûr, le grand patron, M. Pinault.

Hier, c'était la réforme "Bac office" : tous les services administratifs centralisés au siège, à Paris. Finis les postes de secrétaires dans tous les magasins Fnac. Soit disant, cela allait concerner seulement 450 postes dans toute la France, mais sans suppressions "pures" : un poste équivalent allait être proposé aux personnels concernés dans les autres enseignes du groupe. C'était le message officiel. La réalité était autre : des postes ont été proposés ; mais demander à des gens de retourner en région parisienne dans une autre enseigne pour redémarrer à zéro (sans ses avantages, son ancienneté, etc.)… sachant de plus que, aujourd'hui, certaines enseignes du groupe ont été vendues (comme Surcouf)… il ne s'agissait en fait que de licenciements déguisés. Et en plus, on a culpabilisé les salariés en leur faisant bien remarquer que c'est eux qui "refusaient" ! Un véritable chantage à l'emploi.

Suite à ce plan social, un pseudo bras de fer s'est installé entre syndicats et direction : appel au débrayage sur toute la France - plus ou moins suivi -, tracts à l'appui. La stratégie des uns était de débrayer et de distribuer des tracts devant les magasins pendant que la stratégie des autres était de passer de service en service pour expliquer le pourquoi du comment des choix du groupe. Et puis, au final, quoi ? Ben, rien. Comme d'habitude : les syndicats ont fait leur débrayage puis tout le monde est rentré gentiment chez lui. Quant à mes collègues secrétaires, elles ont été licenciées.

Et voilà maintenant qu'on nous annonce 400 nouvelles suppressions, toujours pour la "modernisation" de la Fnac ; suppressions à ajouter aux 600 postes de Conforama et aux 800 de La Redoute, si je compte bien, ça fait 1 800 de plus pour le groupe PPR. Officieusement, les syndicats et la direction nous préparent psychologiquement à pire : si la crise perdure, il faudra "s'adapter" (on sait ce que ça veut dire). Pendant ce temps, 418 millions d'euros vont être versés aux actionnaires et Pinault se rachète une crédibilité aux yeux de l'opinion publique pour une dizaine de millions d'euros avec le film "Home" (l'écologie étant la bonne porte de secours à la crise !).

10 minutes fanfaronne-t-il, ça lui a pris 10 minutes pour prendre la décision de financer ce film. 10 minutes, c'est aussi le temps qu'il a fallu pour virer cette vendeuse, à Tours, qui ne vendait pas assez d'assurances, de services, selon la direction - une très bonne vendeuse selon ses collègues. C'est aussi le temps qui a suffit pour virer un collègue qui avait bénéficié d'une remise personnelle.

Alors on a entendu parler de séquestrations de patrons. Des collègues de Paris ont parlé de faire pareil. Mais les syndicats ont pris les devants, ils ont écrit une lettre de protestation à M. Pinault, genre "On n'est pas très contents…". En réponse, on a eu l'annonce de la fermeture de Fnac-Bastille ainsi qu'un courrier de M. Pinault disant en gros : "Je sais que j'ai raison, et je vous emm…". Quelques licenciements, s'en sont suivis, puis des débrayages d'une heure par-ci une heure par-là, à l'appel des syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, SUD et même CNT-Vignoles). Du côté des salariés, au début on adhère, puis, de moins en moins. A la dernière "mobilisation", à Toulouse, ils n'étaient que 6, la CGT-Fnac au grand complet !

Tout ceci est très largement commenté chez les employés. On parle entre nous. Il y a un malaise profond et un sentiment d'amertume et d'impuissance, ce qui peut aisément se comprendre. Pendant des années, les gens ont fait confiance aux syndicats. Aujourd'hui, il ne reste plus grand chose de cette confiance. Il leur est reproché par mes collègues de ne pas aller assez loin, de parler au nom des salariés sans les consulter une seconde. Pire, il leur est reproché de faire accepter des choses aux salariés dont ils ne voulaient pas. Je pense en particulier à un épisode qui s'est produit dans mon service, début mai A la dernière minute, la direction nous demande de travailler de nuit pour un inventaire. On s'est tous réunis immédiatement entre nous : hors de question qu'on nous impose de travailler jusqu'à minuit, un samedi soir, sans pause repas. Des idées ont fusé : une grève surprise, immédiate et radicale, en posant nos conditions. Malheureusement, un délégué syndical a entendu tout ça, s'est empressé de le rapporter au "chef" de la CGT, qui lui-même est allé négocier avec le directeur une heure de pause repas, plus un ticket restaurant de plus. Il est revenu nous voir, claironnant qu'il avait la situation en main, qu'il négociait et qu'on pouvait être tranquilles. Ça a cassé le début de dynamique, et on est gentiment resté travailler le samedi soir.

On en est là, entre la volonté du patron de pressurer les salariés et les manœuvres de tous les syndicats, quelle que soit leur étiquette, dont le résultat constant est de désamorcer la colère des employés l'avenir est sombre, du moins tant que les salariés ne sortent pas de leur incapacité (que j'espère provisoire) à envoyer promener les dits syndicats et à prendre leurs affaires en main.

Gigi

SERVICE PUBLIC : ATTAQUES, LUTTES ET PSEUDO-LUTTES

Dès le 11 mai 2009, la mairesse de Montauban, annonce sa décision (contraire à toutes les promesses électorales qu'elle avait pu faire auparavant) de privatiser la distribution de l'eau de la ville, de confier les piscines municipales à un exploitant (un exploiteur) privé ainsi que la construction d'un complexe aquatique et commercial en lieu et place de la piscine Chambord (considérablement agrandie sur le site remarquable de la roseraie actuelle). Ces projets, ont comme but inavoué de confier de généreux profits à des investisseurs privés amis de la municipalité et de confisquer le bien public des Montalbanais.

La privatisation du ramassage des ordures ménagères est dans l'air, mais rien n'apparaît pour le moment dans les réunions organisées par la mairie. La lutte des habitants de la rue Bessières, à Montauban pour conserver le service du ramassage dans leur rue, *"test"* de privatisation, aurait-elle porté ses fruits ? La crainte d'un mouvement social dur de la part des personnels de ramassage aura sans doute amené les responsables municipaux à fragmenter les destructions de services publics pour éviter des mouvements de solidarité.

"MOBILISATION" À GAUCHE...

Face à cette attaque, la gauche institutionnelle s'est *"mobilisée"* à grand renfort de pétition, elle s'est organisée en *"Comité de défense des services publics montalbanais"*. Dès le 20 mai, les syndicats cogestionnaires (FO, UNSA, CGT...) et les partis (PS, PC, Les Verts, Montauban Citoyenne, les chevènementistes...) se posent en rempart de défense des services publics. Le mode d'action proposé repose sur un mensonge fondateur : signer et faire signer une pétition, de façon à obtenir de la mairie l'organisation d'un référendum d'initiative populaire (censé par avance repousser le projet). Un intervenant fait préciser à la tribune la réalité juridique : avec 7 500 signatures, le conseil municipal est tenu d'examiner la question, la majorité absolue UMP, ne laisse aucun doute sur l'issue du vote, ce sera *"non"* au référendum. Ça va mieux en le disant. La gauche entendait bien engager le combat sur cette maldonne : faire signer, organiser la lutte par procuration sur un mensonge : du succès de la pétition dépend l'organisation du référendum. C'est faux.

Un bureau est constitué, le conseil municipal du 4 juin est vaguement perturbé par la présence d'une centaine d'opposants au projet, mais il en aurait fallu plus pour faire plier Barèges, maire de Montauban.

... ET AUTO-ORGANISATION

Dès le 16 mai, des habitants de Montauban décident de résister par une lutte auto-organisée et non déléguée, en des lieux publics de Montauban (le Jardin de Plantes, devant la piscine Chambord) de façon à être accessibles à tous. Ces rassemblements, même modestes, posent question à ceux qui ont décidé de déléguer leur pouvoir d'action. Le compte rendu de la réunion du Comité du 22 juin, reprend ces questions, vues de l'intérieur.

A mon arrivée dans la salle, plusieurs personnes me questionnent sur les rassemblements des habitants de Montauban du samedi après midi : *Vais-je en faire état durant la réunion ? Ces rassemblements sont-ils en lien avec le comité ? Qui se cache derrière ces habitants ?*

Pour reprendre les questions dans l'ordre :

Le fait d'en faire état ou non dépendra du contenu de la réunion, la suite prouva que la place de cette info n'était pas dans cette salle.

Le lien avec le comité se fait par des individualités qui ont assisté aux différentes réunions et ont poussé la curiosité jusqu'à aller au jardin des plantes.

Personne ne se cache. Si le seul fait de ne pas signer du nom d'une organisation syndicale et/ou politique est suspect, c'est que l'imprégnation idéologique desdites organisations a fait des ravages dans les esprits, prompts à se jeter dans leurs bras, même si ces bras sont ceux de carpes et de lapins. Cela évite de se poser la question de l'activité préalable de ces bras qui se lèvent aujourd'hui comme défenseurs de services publics, qu'ils ont sans doute hier asservis. Il serait intéressant à ce propos de demander à Monsieur M., ardent défenseur du service public, comment se fait-il que des quartiers de Montauban (Pouty entre autres) reçoivent leur facture d'eau de la société Véolia, avant même que la municipalité actuelle n'ait mis en oeuvre son plan de privatisation ! Comme il était dans l'équipe municipale précédente, il devrait avoir des éléments de réponse.

DES HABITANTS

QUI DÉRANGENT

Personne ne se cache donc. L'intitulé *"habitants de Montauban"* tend plutôt à se préserver des étiquettes récupératrices. L'appel est fait à toute personne désireuse d'agir sur son avenir immédiat et sans remettre dans les mains de qui que ce soit son combat. Le rassemblement est fait des individus qui le composent, chacun ayant la même place. Quand on est habitué à déléguer les luttes dans les mains de *"représentants"*, je comprends que le choc soit rude. En fait, il suffit de venir pour savoir.

A titre symbolique, avant que la réunion ne commence, les représentants de la CGT et de Montauban Citoyenne sont allés faire quelques révérences à Monsieur M. Candidat P.S malheureux aux dernières municipales.

La réunion est présentée comme étant une *"Assemblée générale constitutive"* de l'association qui portera les luttes contre la privatisation des services municipaux. De cette Association dépend l'indépendance financière, car la lutte s'inscrit dans la durée et des dépenses seront engagées.

La tribune, constituée de 3 personnes, qui ne se sont pas présentées et dont je ne reconnais qu'A.L. de la CGT, met en avant la nécessité de rassembler 7 500 signatures et plus pour la mise en oeuvre du référendum d'initiative locale, sans plus de précision. Je demande la parole pour faire préciser le mécanisme: les 7 500 signatures déclenchent-elles automatiquement le référendum ou obligent-elles le conseil municipal à inscrire la question à l'ordre du jour ?

C'est évidemment la seconde proposition qui est la bonne, mais comme lors de la première réunion du 20 mai, l'artifice est utilisé pour entraîner les Montalbanais dans l'illusion que la pétition vaut action. Elle ne vaut que l'éventualité d'un vote négatif de la part du conseil municipal.

Cette question me vaut un joli tour de salle sur les mérites de la pétition : moyen de rencontrer les Montalbanais, outil d'information irremplaçable, premier pas dans l'action : ceux qui signent seront peut-être prêts à aller plus loin...

Si je suis d'accord sur la fonction sociale, je repose la question de la finalité : elle ne débouchera sur rien, les signataires auront acquis bonne conscience à pas cher, en ayant eu l'impression de faire quelque chose, ils auront agi par délégation. Le jour de la mise en place des services privés, se sentant floués, ils sombreront dans un peu plus de soumission et d'apathie sociale.

La question de l'efficacité des moyens d'action est donc portée sur le terrain social.

JOURNÉE D'(IN)ACTION ?

Une des représentantes syndicales des employés communaux, me répond que *"les employés communaux ont eu de nombreuses assemblées, qu'ils sont en lien avec le comité et que surtout, il faut les laisser libre de fixer leur calendrier d'action, qu'ils préparent la rentrée sociale* (l'expression est signée, mais c'est celle qu'elle a employée)... *une journée d'action, mais ils ne sont pas encore prêts pour la grève."* Une rentrée sociale d'une journée d'action sans grève ? Barèges doit trembler.

Pour enterrer la question sociale, la tribune reprend la main et annonce fièrement que si le conseil municipal n'organise pas le référendum "On l'organisera nous-mêmes!", par ailleurs l'association permettra de mettre en place des groupes d'experts techniques (parce qu'il y aura des questions techniques à régler) juridiques et financiers. Remettre le dossier dans les mains des techniciens, c'est bien connu, c'est un gage d'efficacité et de compétence. C'est surtout un moyen très efficace de déposséder les Montalbanais de leurs luttes et de les éloigner de préoccupations beaucoup plus politiques : le droit à l'eau, à l'hygiène urbaine, ne demandent l'intervention d'aucun expert !

Suit un long moment d'éloge de la pétition, on évoque le nombre de signatures nécessaires, le comportement enthousiaste des signataires, qui se conclue par un vibrant appel à l'optimisme pour vaincre.

Monsieur M. fait montre de sa maîtrise du dossier en précisant les conditions de cession du parc Chambord : l'investisseur qui aura les faveurs de la mairie, devra investir 18 millions d'euros et verser un loyer annuel à la municipalité de 111 millions d'euros, c'est un cadeau, nous dit-il. Il doit savoir.

Un intervenant de la salle propose un élargissement des buts de l'asso : la défense des services publics (de tous les services publics) au département, de façon

Vue touristique de Montauban

à se préparer aux luttes à venir. Généraliser les luttes force à réfléchir un peu plus large et donne forcément plus d'efficacité, plus de personnes peuvent se mobiliser et présenter une dangerosité sociale accrue. Cela en est trop pour un retraité de la FSU-SNUipp qui doit tancer une telle idée : qu'adviendrait-il si le peuple prenait ses affaires en main hors des syndicats ? Il insiste pour que le coeur de cible de l'asso reste la privatisation de l'eau, les gens ne comprendraient pas qu'on mélange tout. C'est sûr, vous savez comment ils sont ! Je lui demande de citer un exemple de lutte fragmentée qui a débouché sur un succès. Pas de réponse. J'aurais pu lui souffler la lutte des habitants de la rue Bessières à Montauban (à propos du ramassage des ordures ménagères, justement), mais ils se sont débrouillés seuls, sans les syndicats ni les partis...

SOYONS TECHNIQUES

La technicisation de la question débouche logiquement sur la technicisation du lexique à utiliser dans les statuts de l'asso. Dans le public, on perd pied. Sans avoir eu le texte au préalable et sans l'avoir sous les yeux, la tribune joue sur du velours.

Une question remet sur le tapis la composition du Comité d'administration : le projet de statut proposait que le CA soit composé de personnes morales et de personnes physiques ; la proposition est de ne permettre qu'aux personnes physiques de siéger au CA, cela éviterait à certains membres (ceux des personnes morales : les partis et les syndicats) de siéger ès qualité. L'inquiétude de l'intervenant porte sur le fait de déléguer sa voix à une personne inconnue, qui ne siège que par son appartenance à telle ou telle organisation. Toujours la question de la délégation, donc et de la méfiance qu'elle peut générer.

La représentante d'ATTAC propose une participation contingentée (à la moitié moins une) des personnes morales.

TU NOUS CASSES LES C...

La tribune ferraille contre ces propositions, noie le poisson. Après synthèse des trois propositions et demande de mise aux voix, toujours pas de réponse. L'intervenant qui souhaite bouter les organisations hors de l'asso insiste. Le personnage central de la tribune, à court d'arguments lui lache un sonore *"Maintenant tu nous casses les couilles !"* Devant tant de finesse dans l'argumentation démocratique, j'ai pensé que je serai mieux dans mon lit.

Je n'ai appris que le lendemain que la question a été mise aux voix, que des personnes morales (minoritaires statutairement) et des personnes physiques vont siéger au CA. Etant donné que le débat a fatigué plus d'un participant à la réunion, la soupe a été vite prête.

Pourquoi tant de méfiance, me direz-vous ? Un élément de réponse : le 24 juin, ce sont des militants CGT qui ont "évacué" les sans papier de la Bourse du Travail à Paris.

Le seul objectif étant l'efficacité de la lutte, il semble essentiel pour nous, habitants de Montauban, de nous protéger de ces luttes qui ne peuvent que mener à l'échec. On n'en est qu'au début, le temps passant, les différents camps qui se bouffent le foie depuis des décennies reprendront leurs comportements mortifères, dès que l'intérêt électoral sera plus fort que l'issue de la lutte.

Seule une lutte auto-organisée, hors des influences politiques peut aboutir. La délégation n'ouvre que sur la désillusion, l'abattement de ceux qui ont délégué et la trahison de ceux à qui on a remis les clefs du combat.

D. M. - le 24/06/2009

STOP A LA VIOLENCE POLICIERE

On s'en doutait, mais c'est maintenant prouvé scientifiquement : la police française contrôle au faciès. En observant pendant plus de cinq mois, selon une méthodologie rigoureuse, plus de 500 contrôles, une équipe de chercheurs du CNRS a prouvé que la réalité de ces contrôles, c'est la couleur de peau. Comme ils disent en langage scientifique : "En l'absence de quelque stratégie policière légitime qui l'expliquerait (ce sont les chercheurs du CNRS qui parlent, pas nous) le comportement de la police française dans ces cinq emplacements peut être assimilé au profilage racial". En français de base, ça s'appelle du racisme pur jus.

Il est donc prouvé qu'une personne, du seul fait qu'elle est "arabe" est en moyenne 7 fois plus contrôlée qu'une "blanche". Et que pour les personnes noires, c'est pire : la probabilité monte jusqu'à 11,5 fois !

Si en plus vous êtes jeune et vous vous habillez pas "comme il faut" (le modèle dans ce cas là étant manifestement la façon de s'habiller des enfants de CRS), vous ne faites qu'empirer votre cas : jeune, de couleur, habillé hip-hop… même si vous ne représentez que 10 % des passants vous constituez la moitié (47 %) des contrôlés !

Et, quand vous êtes près de 12 fois plus contrôlé que les autres, ça veut dire que tous les jours, plusieurs fois par jours souvent vous pouvez être inamicalement "retenu" pendant plusieurs dizaines de minute, même au moment où vous avez vraiment d'autre chose à faire. Ça veut dire que vous êtes mis sous pression (quand le contrôle n'est pas simplement "musclé), humilié publiquement. Ça veut dire que, par racisme, vous subissez un harcèlement continue, et tout ça constitue des violences inadmissibles.

Pépito

LES TRADITIONS OPPRIMENT LES FEMMES

Une société qui se base sur l'exploitation de l'humain a besoin d'un ordre sexuel rigoureux. Réaction, *statu quo*, évolution, révolution,... la condition des femmes dans une société est un élément fondamental de l'analyse du contexte politique ; et cette condition est inséparable du poids qui est donné dans la collectivité aux traditions et religions.

Cette évidence est souvent "oubliée" actuellement. En effet, même dans les milieux qui se pensent progressistes, même dans le milieu libertaire, qui pourtant s'affiche féministe et anti-patriarcal, les conservatismes les plus lourds ont gangrené le discours et la pensée*[1]. Certes, ils l'ont fait habilement. Ils ne s'expriment plus selon la vieille rhétorique, "Travail, famille, patrie". Ils se camouflent derrière de nouveaux oripeaux et prennent les déguisements du "régionalisme", de la défense "des peuples originels" de celle de la notion de "coutumes" quand ce n'est pas le "respect" de "certaines traditions religieuses"…

Un détour par l'histoire nous aidera à en comprendre les enjeux. Celle de la Révolution russe est de ce point de vue particulièrement éclairante. Dans "La révolution inconnue", ouvrage du plus grand intérêt, Voline nous montre comment, lors de la révolution russe de 1917, plus de trois siècles d'oppression ont pu être brusquement balayés par la rupture avec l'idéologie du pouvoir et par la désacralisation du tsar.

Le point de départ idéologique du régime tsariste peut être situé sous le règne d'Ivan IV le Terrible. C'est lui qui introduisit la notion capitale, celle qui fonde l'absolutisme, la notion "de droit divin". Pour cela; Ivan IV prit appui sur la religion orthodoxe et son clergé. A partir de cette période, le Tsar, l'empereur de toutes les Russies prit dans les esprits un caractère sacré et devint le dépositaire de la parole divine… La révolution de février 1917 marquera de façon grandiose le point final de cette croyance. Entre les deux dates extrêmes, les mentalités, sous la domination des dogmes de l'église orthodoxe - pilier du pouvoir autocratique- n'évoluent d'abord que lentement ; puis, à partir de 1825 tout s'accélère.

Un marqueur de cette évolution historique est la condition féminine. A la fin du XVIème siècle, que ce soit dans les plus hautes sphères de la société ou bien chez les cosaques, la femme est soumise à une domination sans borne. La religion, qui est le pilier du régime, fait de la femme quelque chose comme un démon ; ou pour le dire tout simplement, un être impur. Ce délire anti-féminin est tel que des masses d'hommes se châtrent volontairement afin de se préserver de toute tentation sexuelle et vivent en communautés composées uniquement d'eunuques.

La conséquence de cette idéologie est que la femme ne peut être qu'enfermée ou esclave. Dans l'aristocratie russe, elle vit recluse dans des pièces prévues à cet effet. Partout ailleurs, elle est exploitée comme un animal. Les préjugés de l'idéologie dominante impliquent que la femme n'a pas statut humain. Il faut remarquer que nous retrouvons - y compris dans les révoltes paysannes et cosaques - cette absence de reconnaissance qui est corrélée à l'enracinement de la légende de l'origine divine du tsar.

Quand elles se révoltent, les masses ne sont alors nullement révolutionnaires : il n'y a sur le fond aucune rupture avec la tradition. Ce paradoxe est bien notable chez les cosaques. Eux qui se définissent comme des "hommes libres" sont à la pointe de nombreuses rébellions. Ils ont recours à des sortes "d'assemblées générales". Mais ces assemblées de cosaques sont composées uniquement d'hommes et les décisions prises envers les femmes y sont simplement odieuses. Telle femme soupçonnée d'adultère est traînée par les cheveux au centre de l'assemblée par l'époux qui se sent bafoué, et si aucun homme ne veut d'elle et ne prend sa défense, elle est cousue vivante dans un sac et jetée dans la Volga . C'est aussi dans la Volga que Stenka Razine autre chef de révoltés se débarrassera de sa concubine aux fins de conserver le respect des troupes et de rester leur Ataman, leur chef.

Les premiers craquements notables de cet état de fait se produisent au sommet de l'édifice du pouvoir, en particulier lors de la lutte de la princesse Sophie pour la conquête du trône contre son frère, le futur Pierre le Grand. Sophie terminera sa vie dans un couvent mais cette lutte aura ouvert la voie à une série de tsarines dont la plus célèbre, Catherine, sera au XVIIIème siècle à l'origine de la création de l'institut Smolny pour l'éducation de jeunes filles nobles. Mais tout va s'accélérer au milieu du XIXème siècle, parallèlement à la pénétration des idées révolutionnaires dans le pays. On doit alors au mouvement nihiliste l'apparition d'une position de rupture idéologique globale qui va consister en un rejet total de la culture ancestrale. Ce mouvement au départ purement intellectuel n'admettait strictement rien de l'héritage du passé ("nihil" = rien). Il sera à l'origine de quelque chose de radicalement nouveau : les individus des deux sexes vont mener sur un pied d'égalité la lutte pour l'émancipation. Dès lors dans les groupes révolutionnaires qui vont passer à l'action contre le régime - les populistes d'abord puis les socialistes et anarchistes ensuite - on verra des femmes qui prendront leur part dans le combat terrible qui sera mené contre le despo-

tisme. L'une d'entre elles, Sofia Perovskaïa, participera à l'attentat de 1881 qui mettra fin à la vie du tsar Alexandre II. Elle sera exécutée avec quatre de ses camarades.

Cette égalité politique homme-femme, qui se réalise concrètement grâce à cette négation des traditions, est un fait crucial. Elle contient en elle la destruction du vieux monde tsariste qui dès ce moment est condamné et ne mettra pas quarante ans à s'écrouler. Car cette égalité des sexes, issue d'un travail idéologique de rupture, est un élément qui mesure la pénétration de la culture révolutionnaire. Cette culture a traversé toute la mosaïque des populations qui habitent l'immense territoire russe et dans les groupes révolutionnaires, les hommes et les femmes mais aussi les croyants et les athées, ont rejeté leurs différences culturelles, ont rejeté la division imposée par le pouvoir : ces faits préfiguraient l'unité réelle de la population ouvrière et paysanne qui sera une condition de son passage à l'action directe et massive dès 1905 et ce jusqu'à la chute de la tyrannie tsariste en Février 1917.

Dans les moments historiques de lutte contre la domination, comme en Russie à partir de 1880, se détachent des figures de femmes anonymes ou célèbres, telles Maria Spiridonova, leader du parti socialiste révolutionnaire russe, qui ne sont que la face visible d'une profonde prise de conscience. A contrario leur défaut d'implication ou leur marginalisation de la lutte sociale est un indicateur du conservatisme ambiant ou des progrès de la réaction.

On retrouve exactement les mêmes symptômes dans l'Espagne révolutionnaire de 1936, avec l'apparition dans les combats de femmes du peuple libres et armées. Ce n'est pas un hasard si la campagne réactionnaire pour la militarisation des colonnes anarchistes et révolutionnaires débuta par une attaque en règle des miliciennes qui y combattaient. Cette propagande touchait un point sensible des "cultures ibériques originelles", un point qui n'avait pas encore été suffisamment anéanti, celui de la place de la femme dans la société. Ainsi dans la presse de la bourgeoise communiste ou socialiste on commença à traiter ces miliciennes de prostitués et de syphilitiques. Puis après un recentrage de l'organe de la CNT catalane *"Solidaridad obrera"* on put lire des insinuations identiques en faveur du retour à l'ordre sexuel. Quand, dans "Mujeres libres", organe des femmes anarchosyndicalistes jaillira le mot d'ordre explicite *"Los hombre al frente, las mujeres al trabajo"**2 et qu'après quoi la dernière milicienne déposa son fusil pour rentrer à la maison cela en était aussi fini de la révolution espagnole.

La conclusion est simple : pas de liberté des femmes sans rejet des traditions oppressives !

Nanard

_1.- Ces "idées" ne sont pas arrivées toutes seules mais ont été produites sciemment pour pénétrer l'adversaire que nous sommes par des officines US (voir Jordi Vidal). _2.- "Les hommes au front, les femmes au travail".

C'EST QUOI, UN PEUPLE ORIGINEL ?

Je voudrais discuter un communiqué, au demeurant intéressant, de la Fédération anarchiste (juin 2009) qui valorise les "…pratiques basées sur les us et coutumes amérindiens de démocratie directe [qui] non seulement se développent, mais intéressent au-delà des peuples originels." Car "Elles rejoignent certaines propositions anarchistes : autonomie vis-à-vis de l'Etat et des partis politiques, décisions collectives, fédéralisme..".

Que les anarchistes constatent que des populations de la forêt amazonienne mettent en œuvre de principes qui leur sont chers, tant mieux. Encore que, contrairement à ce qu'un occidentalocentrisme impénitent leur fait écrire, ce ne sont pas les amérindiens qui nous "rejoignent" mais nous qui nous y retrouvons : après tout, leurs pratiques préexistent de quelques siècles à la création de la FA (et de la CNT-AIT) !

Reste ensuite à discuter la notion "d'us et coutumes". Présentée telle quelle, elle donne l'impression que tout cela est respectable ! Or, l'ancienneté ne fait pas la qualité, et, dans les Amériques comme en Europe, il y a, à l'évidence, du tri à faire dans les us en question !

Enfin, la notion de "peuples originels" m'apparaît comme raciale (sinon raciste).

Tout d'abord, quel sens donne-t-on au mot peuple ? Celui de population (dans lequel nous l'employons parfois) ou son sens barrésien*1, nationaliste, celui d'une communauté close, historiquement construite sur un territoire qui lui appartient, avec son passé et son devenir, une communauté qui détermine à tel point l'individu que ce dernier ne sait agir et réagir que de façon spécifique à cette communauté ? La confusion entre les deux est pernicieuse. Car pour un anarchiste, échapper à la détermination induite par l'endroit où il est né, où il vit, est à la base même de sa révolution personnelle ; et cette révolution n'est possible que parce que, contrairement à ce qu'affirment les idéologies obscurantistes, les peuples "français", "gaulois", "catalan", "parisien" ou "amérindien" sont des construits sociologiques (qui apparaissent et disparaissent dans le temps) et n'ont aucune autre réalité.

PERSONNE N'EST PLUS ORIGINEL QU'UN AUTRE !

Enfin, la notion d'"originel" est purement ridicule. Faut-il rappeler qu'il n'y a qu'une seule espèce humaine (et aucunement des races !) et que l'espèce humaine a une et même seule origine commune ? Personne n'est plus originel qu'un autre ! Aucune pseudo-"race" n'a de droit sur une autre, ni du fait de son lieu supposé de "naissance" (en tant que "race", "peuple"), ni de ses croyances culturelles (ou de sa mission "civilisatrice"…), ni de son développement technologique.

S'il faut soutenir le combat des populations d'Amazonie, ce n'est ni pour leurs "us et coutumes" et encore moins leurs "origines", c'est à l'inverse parce que, leur lutte autonome contre l'exploitation économique (dont la destruction de la planète fait partie) et contre l'oppression étatique a un caractère universel et constitue un exemple pour toute l'humanité

Papy Nou

_1.- Barrés, écrivain d'extrême-droite est l'inventeur de la notion de "racines" et un des chantres de celle de "peuple".

Nous avons bien reçu ta lettre...

RETOUR SUR LES MAISONS DE RETRAITE

"En sous-effectif constant, les personnels sont, ne serait-ce que de ce fait, profondément maltraités."

Je confirme cette réalité, que vous décriviez dans un de vos derniers numéros. J'ai travaillé 2 années en maison de retraite EPADH (en cours de protocole) donc subvention de l'Etat... le jour ou la DDASS est passée, tout brillait de mille paillettes - juste pour la galerie - les factures mensuelles pour un résident sont minimum de 3000 euros (trois mille euros) !

J'avais trois fonctions pour le prix d'une : secrétaire / hôtesse d'accueil /facturière, le tout pour 1090 euros net par mois. Et c'est ouvert 365 sur 365 jours... Le personnel court dans tous les sens il est chronométré pour le nursing, soit 20mn par résident aucune humanité... Objectif : l'argent à faire et le remplissage de l'établissement. Tout est fait pour la coquille, l'extérieur (écran plat, etc.). Les familles ne voient pas, elles culpabilisent pour les 3/4 d'entre elles de laisser un de leur parent en maison de retraite...

Une infirmière pour 80 (voire 95) résidents le week-end... Tout le monde est arrosé. Par exemple, le médecin coordonnateur facture des honoraires de 32 euros; alors qu'il est sur place (cela devrait être 22euros.). Les kinés, pareil. Les personnes âgées sont des vaches à lait.
En cuisine ils repassent des aliments périmés...

Ils font du "diviser pour mieux régner", comme cela les membres du personnel ne communiquent pas entre eux... L'envers du décor est horrible... la pression, l'humiliation, l'irrespect.... par les dirigeants font que la dignité n'a aucun sens...

Martine

A PROPOS DU CONTRE-SOMMET DE STRASBOURG

Peut-être le Rassemblement anti-OTAN a-t-il permis de fixer les forces (surmultipliées) de la police comme le disent les défenseurs de cette action, mais cela n'empêche pas de penser à la vanité d'une telle action et de se distancer des opérations préparées des "blocs noirs" qui donnent du grain aux media pour assurer la couverture événementielle.

Je suis en revanche d'accord pour réunir les gens quand ils sont concernés par notre démarche dans des lieux non-assignés. C'est pour ça qu'il faut aussi créer notre propre histoire la communiquer, sur toute forme de support et l'échanger. Montrer que le mouvement ne s'oublie pas. Tout compte fait, je préfère un collectif (plus ou moins improvisé) s'invitant chez un bailleur pour réclamer d'urgentes réfections d'immeuble, car cela marquera d'une pierre blanche la capacité à s'auto-organiser d'une population quotidiennement assignée, elle, à; l'oubli et à l'humiliation ; que le constat de l'exercice d'une force impuissante (contre la force étatique) dirigée souvent sur des symboles de la réussite et de l'enrichissement, qui, produisent l'effet inverse : susciter l'envie de cette richesse, qui, aussitôt détruite, se reconstruit comme par magie... en dépit des blocs noirs ou d'autres.

En même temps, je ne réprouve pas la violence de manifestants rassemblés pour dire leur opposition à; l'ordre injuste établi. La "violence" est tellement insidieuse et quotidienne, que je ne chercherai même pas à justifier, dans un mea culpa, le constat de voitures renversées, le tagage, etc. Il devrait y avoir une pratique du détournement du sens des choses lors de ces rassemblements (c'est à la base des manifs), mais pour répondre par la nuance à l'oppression fasciste(la subversion victorieuse des stratégies répressives), il faudra du temps.

Bruno.

LE STATUT D'AUTOENTREPRENEUR OU L'ARGENTINISATION DU SALARIAT

L'idée de ce texte n'est pas de faire un travail juridique fouillé et comparatif entre le statut d'autoentrepreneur français et le monotributo argentin (vous allez comprendre). Je laisse ce boulot aux juristes ayant une fibre sociale et latinoaméricaniste prononcée - ça doit bien pouvoir se
trouver.

En écoutant l'émission "Là-bas si j'y suis" du jeudi 12 mars, consacrée justement au nouveau statut d'autoentrepreneur, censé remettre la France au travail et ayant suscité l'intérêt de 67 000 personnes depuis sa mise en application au 1er janvier dernier, j'ai sursauté en me rendant compte de la similitude entre ces deux statuts et ce, du point de vue le plus pervers.

Créé dans les années 90 sous la présidence de Carlos Saul Menem (période que d'aucuns nomment la "deuxième décade infâme", en référence à une première décade, dans les années 1930 durant laquelle la classe politique se vautrait dans les magouilles les plus crasses) le monotributo fait partie d'une des mesures de réforme des impôts prises à cette période. Jusque là, le système de contributions avait toujours fonctionné sans réelle stratégie du type de celle que l'on peut constater par exemple en France, à l'exemption de l'IVA (équivalent, en castillan, de la TVA). L'impôt fonctionnait donc de manière à remplir ponctuellement les caisses de l'Etat afin de payer la dette ou financer tel ou tel projet. Dans ce cadre, les petits commerçants avaient à payer une importante somme d'impôts dont l'IVA mais aussi l'impôt sur les bénéfices, les cotisations retraite ou des taxes pour financer plusieurs œuvres sociales. Afin de leur facili-

ter la tâche et de ne faire payer plus qu'une seule taxe, le gouvernement Menem de l'époque a mis en place le monotributo. Ce dernier impôt est donc censé remplacer tous les autres, y compris les cotisations retraites…

Le premier problème c'est que, la somme à payer n'étant pas très élevée (et le monotributo somme toute assez récent), des doutes se posent quand à l'efficacité réelle et l'importance des fonds ainsi dégagés pour payer lesdites retraites. Le même problème se pose pour les œuvres sociales. Sur ce dernier point notons que dans le cadre salarial, l'employé devait verser 3 % de son salaire aux oeuvres et le patron, en reverser 6 %. Aujourd'hui, seul le monotributista se doit de reverser un pourcentage de l'ordre de 3 % (pourcentage l'assimilant d'ailleurs symboliquement à un salarié) soit, pour une moyenne de 600 pesos, 20 qui iraient aux œuvres sociales.
Mais le gros soucis du monotributo qui nous intéresse tout particulièrement ici, c'est qu'il fait passer n'importe quelle personne s'inscrivant en tant que telle et sans plus de vérification, dans la catégorie des entrepreneurs individuels. Or, en ce qui concerne les entrepreneurs individuels, en Argentine du moins, personne ne se charge de leur payer les frais d'accident, de maladie, de chômage de cotisations retraite ou de congés… et c'est ce qui semblerait se profiler avec le statut d'auto-entrepreneur. Il s'agissait d'une telle aubaine, qu'au début des années 2000, l'Etat argentin lui-même a pu "embaucher" un nombre important de personnes sous ce statut (50 % des "fonctionnaires" en auraient été victimes) qui n'étaient donc pas reconnues comme fonctionnaires mais comme accomplissant une tâche déterminée pour un employeur se nommant: l'Etat.

Pour ma part, mon "terrain" d'aspirant anthropologue a tourné autour de coursiers motorisés nommés "motoqueros". Représentant entre 50 et 58 000 travailleurs pour la seule ville de Buenos Aires, ce secteur fait partie de ce que l'on nomme pudiquement l'économie informelle. Autrement dit, les coursiers travaillent au noir pour des patrons d'agence elles-mêmes illégales, mais bénéficiant de largesses de la part des institutions. Pourquoi ces largesses me direz-vous ? Parce que beaucoup de ces patrons sont d'anciens flics ayant gardé leurs réseaux et que, l'immense majorité des entreprises installées dans le Microcentro (la City locale) de Buenos Aires ont recours aux services des différentes agences de motoqueros, sans aucun scrupule. Il est ainsi à la portée de tout le monde ayant un peu de mise au départ d'ouvrir une agence, simplement en louant un local, en installant une ligne téléphonique, en dégottant deux ou trois clients (dans un premier temps) et quelques coursiers déclassés et crevant la dalle prêt à bosser comme des dingues pour quelques pesos (souvent plus de douze heures pour un boulot qui ne permet même pas d'atteindre le salaire minimum). La situation est d'autant plus favorable pour les patrons d'agence que, les entreprises dont nous avons parlé précédemment ne sont pas des modèles d'éthiques et de savoir vivre et ont mené la vie dure aux rares expériences de coopératives qu'ont pu monter les coursiers, au cours de leurs luttes - le secteur étant hyper-combatif... Entre dominants, on s'entend, n'est-ce pas ? Les coursiers sont donc à la fois victimes de leurs patrons et de leur clients... elle est pas belle la vie ? Je retombe ainsi sur mes pattes concernant le statut d'auto-entrepreneur - ou plus exactement, le monotributo. Car, les patrons d'agence, pas bêtes, ont vite compris l'intérêt d'utiliser, à l'instar de l'Etat, une telle disposition et ont vite fait d'obliger tous les coursiers à s'inscrire sous le statut de monotributista. Ce qui, en cas d'accident grave (un pas par jour à Buenos Aires) leur permet d'arguer de cette qualité de monotributista à l'encontre du coursier qui serait tenté par l'indélicatesse de chercher à faire payer à son employeur des frais médicaux. De la même manière, les patrons d'agence ont beau jeu de ne pas répondre aux sollicitations des coursiers dont l'immense majorité pâti de conditions de sécurité ou de salubrité purement déplorables, puisque juridiquement et fiscalement, ces derniers sont considérés comme des travailleurs indépendants.

Vous comprenez où je veux en venir ? Autrement dit le statut d'auto-entrepreneur (comme le démontre brillamment, le reportage de Pascale Pascariello, de Làs-bas... du 12 mars) va permettre à n'importe quel patron français de faire du chantage à ses salariés sur le thème: c'est l'auto-entreprise ou la porte... et l'auto-entreprise c'est pas de congé maternité, pas de vacances, pas de chômage, pas de retraites, etc., etc. bienvenu dans le meilleur des mondes.

G, étudiant en anthropologie

UN AUTRE FUTUR POUR LES QUARTIERS

Le petit bulletin des quartiers a grandi. Son contenu et son format ont doublés et sa diffusion bien plus. Le numéro d'été vient de sortir Le diffuser dans sa cité, son entreprise, c'est possible. Il suffit de le demander à la CNT-AIT de Toulouse. Au sommaire : Un système au bord du gouffre. Amélioration des quartiers populaires ou chasse au pauvres ? Le 7 juin, t'as servi à rien. Mollex : pour que la victoire d'aujourd'hui soit une victoire demain ! Une grève collective doit être collectivement assumée. Qu'est-ce qu'il faut faire ? Etc.

L'été, le bon moment pour :

- Garder le contact : abonnez-vous à la liste de diffusion internet (C'est gratuit.) : **http://liste.cnt-ait.info**
- Tchatcher sur le forum de la CNT-AIT de Caen : **http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/**
- Ecouter et faire écouter de textes : **AnarSonore.free.fr** et pour enrichir cette bibliothèque sonore libertaire en enregistrant de nouveaux textes (classiques,...)

Que faire ?

Le réseau fédéral de la CNT-AIT offre de nombreuses possibilités d'activités pour l'anarchosyndicalisme. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !

Camper

● Chaque année, le camping militant de la CNT-AIT (du dimanche 2 août dans la journée au dimanche 9 au matin) est une occasion de débattre des sujets d'actualité mais aussi d'approfondir les thématiques qui fondent l'anarchosyndicalisme et le mouvement libertaire. Le camping se déroule sur une aire simple mais convenable, à la portée de toutes les bourses. Si vous êtes intéressé, n'hésitez pas à vous adresser au journal ou au syndicat le plus proche pour obtenir des renseignements complémentaires.

Diffuser, coller

● Diffuser "Un autre futur" auprès de vous (voir page ci-contre)

● Placarder des autocollants. Disponibles au prix de 50 euros les 500 (port compris) auprès de la CNT-AIT de Paris

Nous rencontrer, nous écrire

● Châlon-sur-Saone : **CNT-AIT, Maison des syndicats, 2, rue du Parc, 71100 Châlon/Saone**

● A Montauban : les samedis matin (10h15 à 12h) au marché du jardin des plantes, l'après midi (16h à 18h) au local. Permanence également les mercredis de 18 à 20 h toujours au local : Passage de la Comédie (entrée par le 10, rue de la Comédie).

● Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St réméSy 31000. Permanences tous les samedi 17 h. Egalement aux puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers.

● Quercy-Rouergue, autres départements de Midi-Pyrénées : écrire au journal qui transmettra.

● Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Permanences le Samedi après-midi à partir de 15h.

● Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

● Paris : CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018. Mail : contact@cnt-ait.info
Tables de presses régulières dans les XIX et XVIIIème arrondissement.

● Lyon : CNT-AIT, c/o Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

● Lille, cnt.ait.lille@no-log.org

Et ne pas oublier de s'abonner ou de se réabonner !

VINCENT

Vincent n'est plus. Il était né en 1918 à Lannemezan. Au travail à 14 ans comme apprenti charpentier, ses premières luttes datent de ce temps. Esprit critique très vif, il comprit dès son jeune âge ce que valaient les réformistes et les communistes (qui commençaient à embrigader le mouvement ouvrier). C'est avec un enthousiasme jamais démenti qu'il s'engagea adolescent dans l'anarchosyndicalisme. Depuis lors jusqu'au bout, Vincent fut toujours adhérent d'abord à la CGT-SR (avant-guerre), puis à la CNT-AIT dès la création de celle-ci. Il avait à son actif le lancement de la plus grande grève du bâtiment à Toulouse dans l'après-guerre où les grévistes (essentiellement des compagnons exilés de la CNT d'Espagne) firent céder les patrons les uns après les autres. Toutes les grandes périodes historiques (guerre d'Algérie, Mai 68, lutte contre le franquisme) le retrouvèrent dans la rue.

Sa retraite professionnelle ne fut pas une retraite militante. Bien au contraire, jusqu'à ce que la maladie ne lui permette vraiment plus de sortir, Vincent était présent à toutes les assemblées, aux rassemblements et manifestations de la CNT-AIT. Tous ceux qui le connurent n'oublieront pas sa vivacité, sa perspicacité, l'énergie dont il faisait preuve pour propager l'anarchosyndicalisme.

Gravement diminué par la maladie depuis deux ou trois ans, les copains ne l'ont pas laissé tomber et ont maintenu auprès de lui une présence solidaire.

Vincent est mort comme il a vécu : en Homme libre, en anarchosyndicaliste.

Devant une carte électorale géante qui sera brûlée, à 85 ans passés, Vincent, Place du Capitole, harangue le public au mégaphone et appelle à l'abstention

Espagne 36 ou Espagne 39 ?

Comme des dizaines de milliers d'autres, il bat en retraite depuis la funeste bataille de l'Ebre.

En ce jour de février 1939, en franchissant la frontière franco-espagnole par le col du Perthus, il est un de cette armée battue, entourée de civils en fuite. Quand il abandonne son fusil mitrailleur, il sait qu'il a tout perdu - mais il n'avait pas grand chose à perdre - il sait surtout qu'il ne reviendra pas dans sa terre natale. *"Je savais que je ne reverrai jamais ma mère"* me disait-il. Il le savait, malgré les mensonges des politiciens qui sont partis, devant et en voiture. Il les a vu fuir sans s'étonner. Il les a vu agir pendant trois ans, mettre fin au triomphe populaire de 1936. Dans la glorieuse dépouille des journées révolutionnaires, il les a vu se tailler de beaux costumes de généraux. Ils ont transformé la victoire du peuple en une boucherie militariste, et la boucherie militariste en terrible débâcle. 1939 C'est la fin du massacre mais c'est aussi le début d'une grande déchirure.

L'exil, ce n'est pas les bons ici et les méchants de l'autre côté de la frontière, et tout va bien grâce à la France, non. Parmi ceux des vaincus qui ont survécu à la fin de la guerre civile, il y a ceux qui ont pu partir et ceux qui n'ont pas pu, de nombreux pères ont du laisser leurs enfants et de nombreux fils ont du laisser leur mère.

Sa mère, sur l'unique photo qu'il possède, c'est une femme toutes de rides et de noir vêtue, sous le soleil de plomb dans un village au silence pesant. Ainsi, a-t-elle du survivre, ainsi peut on imaginer qu'elle est morte, au milieu de haines faciles et de solidarités improbables. Ce n'est pas grand chose, la mère ou la fille d'un vaincu, quand il lui reste à affronter l'arrogance des vainqueurs. Il y a une immense souffrance de part et d'autre des Pyrénées qui durera des décennies.

MILICIENNES CNT-AIT, ESPAGNE 1936

70 ans après, je reçois des mots et des discours de politiciens dans ma boite aux lettres au sujet de la *"Retirada"*, cette tragique *"retraite"* de Février 1939. Voilà maintenant qu'ils se mettent à célébrer ce moment de notre histoire et à le réduire a un cliché. Une plaque de rue par ci, un coup de violon par là comme par exemple à Toulouse le 27 juin (inauguration d'une voie en l'honneur des exilés). Pourquoi le 27 ? peut être un blanc dans un agenda, qui le sait ? Cette date ne correspond à rien. Le seul constat à faire, c'est que le pouvoir préfère ancrer dans les mémoires la défaite des prolétaires plutôt qu'évoquer l'action libertaire et victorieuse de ouvriers et des paysans espagnols.

Pourtant, c'est bien la mémoire de cette oeuvre révolutionnaire qu'il nous faut essayer de transmettre. Particulièrement en cette année , qui a vu tant de gens se dresser dans le monde pour défendre la liberté contre l'Etat et le capitalisme assassins. Il faut rappeler tous ces sacrifices, mettre en résonance le passé et le présent, poser comme un trait d'union entre les morts et les vivants le combat intemporel et universel pour l'émancipation de l'humanité.

C'est ce à quoi nous contribuerons à notre modeste niveau ce 19 juillet.

Deux manifestations sont organisées à Toulouse :

Une à l'initiative Solidarité internationale antifasciste (SIA), à laquelle nous serons présents le matin. Salle des fêtes de La Fourguette, 28 rue de Gironis. Le programme est le suivant : 11 heures : présentation de documents sur la guerre et l'exil. A 12 h 15 : repas (paella. S'inscrire au 05 61 85 93 60). A 14 h 30 : animation festive avec la participation de Serge Utgé-Royo (chanson) ; Lorenzo y Cristo (rumba flamenca), l'association "A bailar" (danse espagnole et mexicaine), Marisol Costa (poésie), Camille Antczak-Arnal et Blanca Navarro (flamenco).

L'autre, à notre initiative :

A 15 heures,
au local CNT-AIT de Toulouse :
Débat : "Espagne 1936, une révolution trahie ?"

La réflexion démarrera à partir de l'ouvrage *"La revolucion traicionada, la verdadera historia de los amigos de durruti"* (Editorial Virus, 2003, non encore traduit en français) dans lequel Miquel Amoros revient sur le rôle des Comités de la CNT catalane dans le "retour à l'ordre" qui a suivi la révolution de 1936. D'importantes questions sont posées par ce texte. Un exemple parmi beaucoup d'autres : une certaine vision du fédéralisme n'est elle pas nuisible à l'élan révolution-naire ? Nous pensons, en tant que militants anarchosyndicalistes que la Révolution espagnole est un événement qui permet d'illustrer le débat fondamental entre une conception verticale de la société et une organisation horizontale, entre "pouvoir sur" et "pouvoir faire". Un débat qui doit intéresser tous les militants libertaires.

A 19 heures :
Rassemblement
Allées Federica Montseny, (Empalot, avenue des Récollets)
Prise de parole
Le soir (20 h) paella à Blagnac
(s'inscrire auprès du journal)